

Je suis grandement en accord avec ce texte de Manuel Menal (dans le débat préparatoire au congrès du PCF)

Il tente de clarifier deux choses essentielles : le contenu d'un nouveau projet politique pour le Front de gauche (FDG) et l'articulation entre cet objectif et les élections de 2017.

Sur le premier point en effet, il ne faudrait pas se retrouver avec un congrès du PCF dans lequel tout le monde ou presque dirait « vive le FDG nouvelle formule » sans en définir le nouvel objectif.

De ce point de vue les deux paragraphes suivants de l'intervention de Manuel Menal me semblent essentiels :

*« Nous avons donc un camp à reconstruire. La social-démocratie est dans une impasse stratégie et théorique complète : face à la profondeur de la crise, face à la financiarisation et à la mondialisation du capital, elle est impuissante à proposer un nouveau compromis entre capital et travail ; la régulation apparaît plus que jamais comme une illusion.*

*Pour reconstruire ce camp, pour lui redonner un contenu et des identifiants nouveaux, il serait vain de s'accrocher à la vieille union de la gauche avec la social-démocratie à sa tête. La gauche, comme outil politique des catégories populaires — diverse dans ses courants de pensée et dans ses traditions politiques, mais unie par son parti pris en faveur de ce camp social là —, ne pourra trouver un nouveau souffle que si elle a pour moteur une force de gauche radicalement transformatrice et antilibérale. »*

Cette analyse prend en compte la dimension historique nouvelle dans laquelle nous sommes et qui s'illustre dans divers mouvements sociaux et politiques notamment en Europe. Elle rejoint ce que dit Roland Gori dans un article du 9 mars sur « humanite.fr » à propos de l'état d'urgence : *« Le véritable état d'urgence aujourd'hui est de rétablir la démocratie, de soustraire, par des décisions politiques radicales, nos existences singulières et collectives à la tutelle du néolibéralisme. Il ne faut plus tergiverser. Il y a, dans ce « siècle de la peur », des signaux d'espoir aussi, des convocations du politique par de nouveaux appels des peuples : Syriza, Podemos, les Indignés de la planète... Ne laissons pas geler leurs bourgeois par les « eaux glacées des calculs égoïstes », au motif de la peur, au motif d'effrayer les marchés. Faute de quoi la peur de faire peur créera de nouvelles peurs, bien plus terribles. »*

Sur le second point, je reconnais la volonté de ne pas mettre en débat l'avenir du FDG sans l'incarner dès 2017 qui constitue le moment politique dans lequel nous nous engageons. Cependant je crois que le texte contourne encore certaines problématiques.

Sans doute parce que la personne de Jean-Luc Mélenchon continue de « bloquer » la réflexion de certains et de certaines sans toutefois qu'ils ou elles trouvent une autre voie convaincante. Je l'ai déjà dit, pour moi une autre éventualité pour 2017 n'existe pas, parce que justement nous ne l'avons pas construite dans le FDG pendant trois ans. Et comme le caractère « talentueux » de l'homme n'est pas contesté elle reste une bonne opportunité. A condition de clarifier comme le dit Manuel Menal quelle « grande ambition » pour le FDG nous nous fixons en commun.

Mais le texte propose aussi des « primaires citoyennes ». Certes on comprend bien que c'est un rejet des primaires de « toute la gauche ». Nous n'avons pas de garanties là-dessus et notre direction a déjà dit qu'elle ne rejetait pas l'idée que F Hollande pourrait y participer. Mais la question n'est pas là.

Quelle différence y-a-t-il entre ces deux primaires ? Si leur périmètre est différent, elles restent toutes les deux dans la forme un moment de « faux choix » comme l'ont montré les primaires de 2011. Le peuple n'intervient pas dans ces débats. Il est spectateur et peut être à tout moment l'objet de manipulation médiatique. On lui demande de se prononcer sur la candidature « la meilleure » pas du point de vue de son contenu mais de son résultat. Et l'arc de participation proposé (PS frondeurs, EELV Nouvelle donne principalement) ne donne aucune garantie sur l'unité, dans la diversité, de personnes incarnant « *une force de gauche radicalement transformatrice et antilibérale.* »

La seule « primaire » acceptable n'en est pas une. C'est un débat entre ces forces qui convergent dans le même objectif d'un changement antilibéral radical. Sauf à déconnecter l'élection de 2017 de notre objectif stratégique en considérant que « le rassemblement le plus large » est plus important que son contenu. On sait que c'est la voie des désillusions populaires. Il n'y a pas de changement possible dans des inflexions de la politique suivie depuis quinze ans au moins dans notre pays.

Le choix de « la voix » que nous recherchons pour porter nos objectifs en 2017 est donc d'abord un débat entre les forces du FDG, ce qui lui rendrait un rôle dans le moment présent. Et ce débat doit être mené avec toutes celles et ceux qui dans leur engagement social ont fait l'expérience de la radicalité des mesures permettant de retrouver un projet culturel commun pour pouvoir vivre ensemble.

Et comme on ne saurait se priver de Jean-Luc Mélenchon, et comme nous ne pouvons pas faire abstraction du fait qu'il a annoncé sa candidature, il nous faut discuter des conditions d'une campagne populaire et des objectifs que nous nous fixons dans cette campagne commune pour l'avenir d'un nouveau FDG. Une des conditions étant la désignation de candidatures les plus diversifiées possibles pour mener avec Jean-Luc Mélenchon la campagne des présidentielles et celle des législatives.

L'appropriation populaire de cette campagne ne peut se faire en mettant les personnes en situation de spectateurs. Ils doivent être les acteurs de la campagne et de son contenu à partir de « l'Humain d'abord » revisité. Il nous reste à tenter de faire percevoir, cette fois, que les partis, même du FDG, ne cherchent pas à instrumentaliser la société civile mais veulent partager le pouvoir avec elle jusque dans des député-e-s sans affiliation à un parti.

C'est bien dans ces campagnes de 2017 et d'abord dans les présidentielles qu'il s'agit « ... d'affirmer le Front de gauche comme une perspective stratégique de long terme, qui se fixe l'objectif d'une construction politique et populaire de la gauche de transformation sociale, radicalement antilibérale ; bien au-delà d'un simple rassemblement électoral. »

Enfin soyons offensifs. Rien ne nous dit qu'une candidature anti libérale ne pourrait pas gagner.